

EDITORIAL



Par
Paul Paboeuf
Secrétaire fédéral à la Formation,
Président de Démocratie & Projets
56

Elus et militants pour la victoire de 2007

Que pourrais-je vous souhaiter au début de cette année 2007, sinon la victoire de la gauche, la victoire de notre candidate Ségolène Royal ? Mais mon souhait n'est pas comme un vœu qu'on fait au passage d'une étoile filante, comme ce que chantait Jacques Brel, "rêver un impossible rêve". Non, c'est la volonté partagée par nous tous, hommes et femmes de gauche, d'un changement fort dans notre pays.

Certains avaient été trop frileux face aux changements nécessaires, d'autres auraient voulu que notre candidat soit plus à gauche, d'autres encore pensaient qu'on aurait bien le temps au second tour... Et nous avons repris cinq ans de Chiraquisme, cinq ans de régression sociale. Aujourd'hui, le choix sera clair entre une "inquiétante rupture tranquille", et le projet élaboré par nous tous et porté par Ségolène Royal.

Nous pouvons encore, à travers les débats participatifs, apporter nos réflexions pour améliorer ce projet. Ce sera aussi une façon de nous l'approprier pour en être ensuite les militants les plus efficaces et répondre aux attentes des Français.

Car l'attente est là, nous la sentons à travers les inscriptions massives sur les listes électorales : ceux qui ont déménagé bien sûr, mais aussi beaucoup de gens qui jusqu'ici n'avaient jamais fait la démarche et qui donc n'avaient jamais voté. Sans doute pensaient-ils que leur voix, unique, individuelle, allait compter bien peu dans la masse. Ou bien qu'après tout, il n'y avait guère de différence pour leur vie quotidienne entre les uns et les autres. Mais ils ont vu qu'il y avait un abîme entre les insatisfactions qu'ils avaient pu ressentir avec la majorité socialiste et ce qu'ils ont vécu depuis 2002 ; ils ont vu que quelques milliers de voix manquantes en 2002 avaient empêché un vrai choix. Un écart minime peut faire la décision. Aujourd'hui, ils veulent avoir leur mot à dire, peser sur le choix, ils ne veulent pas que d'autres décident à leur place.

A nous militants du PS, à nous les maires, conseillers municipaux, qui bénéficions de la confiance de nos concitoyens, de leur montrer que le projet des socialistes est la meilleure défense contre la menace de la droite autoritaire et libérale, la meilleure réponse à leurs attentes d'un avenir meilleur à construire ensemble.

Législatives et municipales le défi vannetais

La section de Vannes a organisé sa séance de vœux le lundi 8 janvier. Placés sous le signe du rassemblement - aux côtés de Jean-Pierre Mousset, Président du Parti Radical de Gauche du Morbihan - ces vœux ont été l'occasion pour Nicolas Le Quintrec de présenter le dispositif engagé pour la préparation des élections municipales en 2008. L'intervention d'Hervé Pellois a quant à elle lancé la dynamique pour les législatives sur la 1^{ère} circonscription. Il a notamment présenté sa suppléante durant cette campagne, à savoir Odile Blanc-Dubuisson (page 3).



Nicolas Le Quintrec, secrétaire de section, a présenté les vœux de la section et le dispositif engagé pour préparer les municipales de 2008 à Vannes.

"2007 sera une année de changement, incarné par Ségolène Royal pour l'élection présidentielle, et par Hervé Pellois dans la circonscription à l'occasion des législatives", a débuté Nicolas Le Quintrec

Tous deux devront apporter des réponses réalistes aux attentes des Français, puis prospectives face aux défis économiques, sociaux et environnementaux.

Bien entendu, nous porterons cette responsabilité avec eux.

C'est dans cet esprit et dans le cadre de l'accord national que le PS et le PRG vannetais se sont réunis ce soir pour symboliser cette volonté de rassemblement. En effet, il n'y aura pas de changement sans victoire, il n'y aura pas de victoire sans rassemblement."

Sur le candidat de droite aux législatives face à Hervé Pellois, Nicolas Le Quintrec a estimé "qu'il n'y a pas de raison de craindre la confrontation face à un Ministre délégué qui, au fond, n'a pas réellement apporté au Pays de Vannes, si ce n'est le technique ?

Depuis 2001, il s'illustre surtout par son indigence en matière de participation citoyenne et de solidarité territoriale et sociale. Il impose des politiques prédatrices à l'encontre du cadre de vie au mo-

ment où nous connaissons une crise environnementale et sociale sans précédent.

Après le refus de l'adhésion à l'EPFR alors que de nombreux Vannetais peinent à trouver un logement économiquement accessible, François Goulard, sur la base d'arguments fallacieux, porte de nouveau l'entière responsabilité de l'échec du Parc Naturel Régional (PNR).

(suite en page 3)



Une centaine de personnes était réunie pour les vœux de la section de Vannes. Au premier rang, Hervé Pellois, candidat aux législatives sur la circonscription, Jean-Pierre Mousset - Président du Parti radical de gauche dans le Morbihan et Odile Blanc-Dubuisson qui sera la suppléante d'Hervé Pellois aux élections législatives.

Meeting avec François Hollande

Lundi 15 janvier 2007 à 20h00
Palais des Congrès de Pontivy

Avec

Jean-Yves LE DRIAN - Président de la Région Bretagne - Député

Bernard POIGNANT - Député européen - Président du BREIS

Odette HERVIAUX - Sénatrice du Morbihan

Jean-Pierre MOUSSET - Président du Parti Radical de Gauche

Gwendal ROUILLARD - Premier secrétaire fédéral

Jean-Pierre LE ROCH - Maire de Pontivy - Candidat aux législatives



Déplacement sur inscription (ou dans la limite des places disponibles) en car depuis Vannes (gare routière), Lorient (Place Glotin - derrière Palais des Congrès) et Ploërmel (place de la Mairie)

Débats participatifs

A partir du 20 janvier, les débats participatifs souhaités par Ségolène Royal se dérouleront dans le département et seront organisés par circonscription, sous l'animation des candidats aux législatives. Ils ont pour but de se mettre à l'écoute de nos concitoyens et de faire remonter des propositions à la candidate sur les 4 grands thèmes suivants :

- Education, formation et accès au travail
- Environnement et co-développement
- Lutte contre toutes les formes de violences et toutes les insécurités
- La vie chère

Les explications de Ségolène Royal sur les débats participatifs : http://www.dailymotion.com/search/skideoo/video/xvn02_4-debats-participatifs-explications

Certaines dates de débats sont d'ores et déjà fixées :

4^{ème} circonscription

Mercredi 31 janvier 2007

à Mauron - Salle du centre social à 20h30

Mardi 6 février 2007

à Malestroit - Salle Jehan à 20h30

Mardi 27 février 2007

à Pluherlin - Salle polyvalente à 20h30

Vendredi 2 mars 2007

à Guer - Salle de la gare à 20h30

5^{ème} circonscription

Mercredi 31 janvier 2007

à Lorient - Salle Courbet à 20h00
Forum intitulé : "Vie chère, Précarité et Emploi : parlons-en ensemble"
Boucle magnétique pour personnes sourdes et malentendantes.

La synthèse d'étape des débats participatifs au niveau national aura lieu à l'occasion du rassemblement national des secrétaires de section, le 11 février à Paris (et non le 4 février comme prévu initialement).

Le calendrier du groupe Guirab en vente à la Fédération



Le calendrier est en vente au prix de 4 euros au siège de la Fédération - 17 rue A.Nayel - 56100 Lorient - Tel : 02 97 84 84 55 - Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

CARNET DE CAMPAGNE

Voeux de Ségolène Royal aux Français Quatre combats, quatre priorités !

Lors d'une conférence de presse au Parti socialiste le 4 janvier, Ségolène Royal a présenté ses vœux aux Français et indiqué "les urgences auxquelles il faut s'attaquer".

Aujourd'hui, je veux affirmer devant vous, en ce début d'année, les urgences auxquelles il faut s'attaquer avec l'autorité que détient la puissance publique et qui doit toujours agir au nom du peuple français.

Pour les familles

(...) En matière de logement, Ségolène Royal a proposé "quatre mesures concrètes :

- **La construction des 120.000 logements sociaux** dont on a besoin et qui faute d'obéissance à la loi SRU par certaines communes ne sont pas construits. L'Etat se substituera à la carence de ceux qui s'enferment dans l'égoïsme territorial en y lançant lui-même les programmes de logements nécessaires. (...)

- **La création d'un service public de la caution** pour permettre d'assurer les impayés de loyers et d'éviter les expulsions.

- **La mise en location des nombreux logements vacants spéculatifs**. Pour cela seront surtaxés les logements inoccupés depuis plus de deux ans et sera donnée aux communes la possibilité de procéder à des acquisitions réquisitionnées.

- **L'accès à la propriété sera favorisé et encouragé par l'extension des prêts gratuits**. Je veux que notamment ceux qui ont fait l'effort dans le logement social de payer leur loyer pendant 15 ans puissent accéder à la propriété dans des conditions dont nous discuterons avec les organismes concernés.

- Enfin, avec les régions, l'Etat aidera à la mise en place d'un programme massif de logements pour les étudiants et pour les jeunes travailleurs.

Pour l'éducation et les jeunes

Tout enfant, au-delà de trois ans, doit pouvoir accéder à l'école



maternelle et tout élève doit pouvoir bénéficier d'un accompagnement scolaire gratuit. Tout jeune doit pouvoir sortir du système scolaire et universitaire avec un diplôme. Aucun jeune ne doit rester au chômage plus de six mois, sans qu'une formation ou un contrat ne lui soit proposé. (...) Chaque jeune, à sa majorité, disposera d'un prêt gratuit de 10.000 euros, garanti par l'Etat, pour lui permettre de construire son premier projet de vie.

La réconciliation des Français avec les entreprises...

...pour permettre la création de richesses, c'est-à-dire le développement économique, social, environnemental. Car dans une économie moderne, ces trois piliers se tiennent.

Nous sommes la 5^e puissance industrielle et nous devons ce rang au travail des Français qui conquièrent des marchés, innovent et prennent des risques. Nous avons la capacité à mobiliser les compétences, (...) à créer un dialogue social qui reste en France encore très archaïque. Rigidité d'une culture du conflit plutôt que du dialogue, faute, entre autres, d'un syndicalisme de masse et respecté que j'appelle à construire. (...)

Je veux que toutes les politiques publiques prennent en compte l'impératif écologique. Le changement

climatique structurera l'évolution de la société dans les années qui viennent. (...) Je veux faire de cette menace une opportunité et même une chance de progrès, d'innovation, de transformation de nos pratiques de production et de consommation.

Une France qui revient à la table de l'Europe

Remettre la France d'aplomb, c'est aussi faire vivre cette Europe par la preuve qui, seule, regagnera la confiance de ses citoyens. Quand viendra le moment de la Présidence française, je veux réussir la réforme des institutions européennes pour que nous ayons les outils d'un fonctionnement plus démocratique et plus efficace.

Cette société, j'y crois et je sais la France capable de la réaliser. (...) Je veux que nous osions tenter ce qui ne l'a jamais été et que l'action publique se soumette à une obligation de résultats, par un exercice du pouvoir simple, direct et authentique. Je ne veux pas seulement donner à la France de nouvelles chances, je veux lui donner toutes ses chances.

(...) Nous devons faire le pari de la démocratie et de notre intelligence collective, en nous respectant tout simplement.

Nous avons pour cela des forces immenses qui n'attendent que d'être mobilisées dans l'éducation et la recherche, encore faut-il que la nation leur assigne une mission et des moyens à la hauteur de ses attentes.

(...) Nous avons une responsabilité particulière, léguée par l'histoire, celle d'être ou de redevenir la patrie des droits humains.

Chers concitoyens, je vous adresse tous mes vœux de bonheur pour l'année 2007".

François Hollande dans le Morbihan Programme du déplacement

Avant le meeting "présidentiel" à Pontivy le 15 janvier, François Hollande fera une série de rencontres dans le département pour soutenir des candidat(e)s aux

14h30 - Lorient (5^e circonscription)

Avenir de la Pêche : Réunion de travail avec les acteurs portuaires, aux côtés de Françoise Olivier-Coupeau et Gwendal Rouillard

17h00 - Questembert (4^e circonscription)

Développement territorial et Emploi : réunion de travail avec les syndicats et associations aux côtés de Béatrice Le Marre et Paul Paboef

18h45 - Ploërmel

Rencontre avec la population

20h00 - Pontivy (3^e circonscription)

Meeting public aux côtés de Jean-Yves Le Drian, Odette Herviaux, Bernard Poignant, Gwendal Rouillard et Jean-Pierre Le Roch.

VANNES ET SA CIRCONSCRIPTION

Législatives et municipales le défi vannetais (suite)

"(...) La pression démographique, l'étalement urbain, la progression des mobilités sont autant de défis à relever que de raisons de se doter de nouveaux moyens pour y parvenir. Ces enjeux sont aussi au centre des prochaines municipales que nous devons préparer collectivement", a rappelé Nicolas Le Quintrec.

Ici comme ailleurs, notre message sera celui d'une autre manière de gouverner la ville où chacun y trouve sa place, où la nature y est préservée. Un message qui défend un juste partage des richesses encourageant la production et le développement plus responsable, en orientant les objectifs du progrès social et économique vers l'innovation."

Il a ensuite présenté le dispositif, à travers les 5 groupes de travail mis en place pour préparer l'échéance de 2008 et aboutir à l'écriture du projet de ville :

Une ville durable et solidaire : pour un développement économique et social responsable

Un territoire accessible à tous : un logement pour tous, en finir

avec le tout voiture, des services de proximité...

Une écologie urbaine valorisée : environnement, aménagement du territoire...

Une vie culturelle et sportive épanouie : équipements, diversité culturelle, création locale, compétition...

Démocratiser le pouvoir local : parce que la démocratie gagne en tonicité chaque fois qu'elle est vivante.

"Ce sera le passeport pour gagner à Vannes", a-t-il conclu.

Hervé Pellois a quant à lui énoncé les 3 conditions à réunir "pour faire écrouler le château de cartes de la droite, déjà bien fissuré". Il a d'abord rappelé "la nécessité d'être exemplaires dans nos vies de militants et vis à vis de nos concitoyens, tout en affirmant une autre façon de faire de la politique, à la différence de la vie démocratique vannetaise."

La seconde condition est "d'afficher l'unité de la gauche, à l'image de la majorité régionale conduite par Jean-Yves Le Drian avec le PS, le PRG, les Verts, l'UDB et le MRC au niveau national."



Hervé Pellois et sa suppléante aux élections législatives Odile Blanc-Dubuisson.

Enfin, il a préconisé "d'être combattifs, notamment face à la droite qui apparaît d'ores et déjà divisée puisque François Goulard ne semble pas faire l'unanimité au sein de l'UMP locale."

Pour terminer son intervention, Hervé Pellois a gardé "le meilleur pour la fin" en présentant sa co-listière, suppléante aux élections législatives, une femme donc, ancienne conseillère municipale à Vannes, engagée au plan associatif, membre du Conseil fédéral au sein du PS : **Odile Blanc-Dubuisson**. Cette dernière a tenu à remercier Hervé Pellois et les militants de la circonscription pour la confiance et la responsabilité qu'ils lui accordent.

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Contribution du MJS Contraception et prévention sida

Les Jeunes Socialistes ont rédigé trois contributions, remises au Premier secrétaire fédéral du PS Morbihan en fin d'année, dans le cadre du projet 2007-2008. Elles portent sur 3 sujets : orientation scolaire et professionnelle, citoyenneté des jeunes et prévention sida et contraception. Voici un extrait de cette dernière.

Aujourd'hui, les moyens de contraception et de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles (MST) ne sont pas encore ancrés dans les mentalités des Français, notamment celles des jeunes. Ainsi, une récente enquête a révélé que les centres de planification familiale étaient majoritairement fréquentés par de jeunes adolescentes, en quête d'un test de grossesse. Situation très alarmante, car suite à une relation, non protégée, elles n'ont pas le réflexe de solliciter un dépistage des MST. Cette situation est le fruit d'une ignorance consternante des divers moyens de contraception et de protection contre les MST.

Afin de remédier aux difficultés rencontrées par les jeunes face à la contraception et les MST, nous faisons des propositions concrètes.

Au sein des établissements scolaires

Nous proposons d'augmenter les moyens humains et matériels au sein des infirmeries. Les séances d'éducation sexuelle et de prévention des MST doivent être animées par des professionnels extérieurs.

Nous proposons également de mettre en place des entretiens individualisés pour chaque élève ou en petits groupes mixtes et de sensibiliser chaque membre du personnel pour un meilleur dialogue.

Nous insistons aussi sur la distribution de brochures explicatives sur lesquelles seront indiquées les différentes adresses et numéros des centres d'accueil,...

Les centres d'accueil

Nous proposons de développer des antennes de proximité et d'étendre les permanences.

De façon plus générale

Nous souhaitons la mise en place de réelles campagnes de sensibilisation rapprochées dans le temps.

Les actions pourront être les suivantes : distribution de brochures, publicité (radio, TV, affichage), organisation de forum.

Il est également nécessaire d'intensifier la mise en service de distributeurs de préservatifs dans les lieux stratégiques, tels que : les centres ville, campus universitaires, discothèques, établissements scolaires, centres de formation,...

Il s'avère également nécessaire de sanctionner les pharmacies qui refusent de distribuer la pilule du lendemain au mineur.

Le remboursement des moyens de contraception doit être révisé, afin que chacun(e) puisse avoir recours à un moyen de contraception.

Ensuite, nous proposons d'accorder des subventions plus larges aux associations qui œuvrent pour cette cause.

Les contributions sont consultables dans leur intégralité sur le site du MJS : www.mjs56.org

En lisant mon journal, en écoutant la radio, la télé...

A qui profite le bouclier fiscal ?

On savait déjà que le "bouclier fiscal" avait pour objectif de protéger les pauvres riches contre les impôts confiscatoires : "nul ne pourra payer plus de 60 % de son revenu annuel". Deux économistes ont calculé, à partir des chiffres de Bercy, que sur un coût fiscal évalué à 401 millions d'euros, 87,5 %, soit 350 millions d'euros, seront restitués aux 16894 assujettis à l'ISF, soit un gain moyen de 20 717 euros par foyer. Mieux encore, plus on est riche, plus on en bénéficie et pour les 909 contribuables assujettis à la tranche la plus élevée de l'ISF, cela coûtera au fisc, c'est-à-dire à nous tous, 176 millions d'euros. Oui vous avez bien lu, 176 millions d'euros pour 909 personnes, soit un gain par personne de 193 000 Euros !

Information parue dans le Monde du 30 décembre 2006.

Voeux des sections

La section de Lorient vous invite aux voeux de la section et à la fête en l'honneur de Denise Bombal, Marcel Collobert et Léon Le Gal pour leurs nombreuses années de militantisme :

Samedi 13 janvier 2007
à 18h00

au Centre social de Kervenanc

La section d'Hennebont vous invite pour la séance de voeux :

Dimanche 21 janvier 2007
à 11h00

au Local de la section
5 rue Nationale

En présence de
Jean-Pierre Bageot

Alain L'Henoret et la section de Lanester vous invitent aux voeux de la section qui se dérouleront :

Jeudi 25 janvier 2007
à 19h15

Restaurant scolaire de l'Ecole
Romain Rolland
Place Nervido - Lanester

En présence notamment de Jean-Yves Le Drian - Président de la Région Bretagne et de Françoise Olivier-Coupeau, candidate aux législatives.

Réunion de section

Section de la Roche Bernard / Muzillac :

Jeudi 18 janvier 2007
à 20h00

Salle du Pressoir
à Féréol

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 13 janvier - Lorient
Voeux de la section

Lundi 15 janvier - Morbihan
Déplacement de François Hollande

Samedi 20 janvier - Lorient
Réunion des secrétaires et trésoriers de section - Accueil des nouveaux adhérents 2006 - Fête du Nouvel An de la Fédération

Actualité

Osons !

En cette période de démagogie immobilière sur fond de pauvreté de la part du gouvernement et de la droite, il est plus que temps de la part de la gauche et du Parti Socialiste de prendre, une fois pour toute, le problème du logement à bras le corps et de fixer un cap pour les prochaines années. Quand on connaît la dégradation de la situation financière de bon nombre de familles et le renchérissement des logements de l'autre, il est évident que nous allons dans le mur. Ce ne sont pas les incantations et les annonces fallacieuses d'un Borloo ou d'un Villepin qui vont y changer quelque chose.

C'est donc à nous et à notre candidate Ségolène Royal d'avancer des propositions et d'orienter une politique d'urgence pour résorber le manque criant de logements accessibles à tous. La mobilisation autour du problème des SDF a certes été utile, mais le problème est autrement plus vaste. Nous avons tous connu des marginaux qui, faute de s'intégrer dans la vie sociale, se retrouvaient dans la rue. Mais aujourd'hui le problème est beaucoup plus complexe, car c'est le système économique actuel qui génère chaque année un nombre de plus en plus important de laissés pour compte. C'est donc au système qu'il faut s'en prendre et trouver des solutions et des financements pour réinsérer tous ces handicapés de la vie dans le monde normal.

Cette réinsertion passe prioritairement par le logement et c'est donc cette priorité qui faut choisir. Pour ce faire, il faut mettre en place une politique nouvelle de construction de logements sociaux accessibles à tous. Cette politique devrait être appliquée à tous et fortement financée par l'Etat pour l'acquisition de foncier par les collectivités locales mais aussi fortement contraignante vis-à-vis de celles qui traînent les pieds pour construire des logements sociaux. Cela passe aussi par une éducation et une persuasion de nos concitoyens que la construction de logements sociaux près de leur résidence est aussi un acte de civisme républicain. Certes parler de civisme peu paraître désuet de nos jours mais c'est pourtant en pratiquant une mixité sociale dans le logement que l'on pourra éviter les problèmes de ghettos qui ont tendance à se développer dans certaines banlieues proches de grandes agglomérations. A cet égard, bon nombre d'élus de gauche sont exemplaires, il faudrait maintenant persuader les autres à s'engager dans la bataille du logement pour tous. Osons donc !

Le Cormoran

UNION EUROPÉENNE

L'Horizon européen

A l'initiative de la Délégation Socialiste Française au Parlement européen et du secteur fédéral - tions du Parti socialiste, une journée de travail a été organisée le 13 décembre dernier à Strasbourg avec les référents Europe de près d'une trentaine de départements. Au cours d'échanges avec plusieurs députés européens, nous avons pu revenir sur quelques grands textes qui ont mobilisé le Parlement au cours de l'année 2006 et évoquer l'agenda européen pour 2007.

La députée allemande Evelyne Gebhardt, rapporteur au Parlement européen du **projet de directive services**, en évoquant le processus qui a mené à l'adoption en première lecture le 16 février 2006 de ce texte controversé, a d'emblée mis en lumière les spécificités et les enjeux de la négociation et du rapport de force politiques à l'échelle de l'Union. Après avoir rappelé à quel point la mobilisation des citoyens européens avait été un facteur essentiel dans le rééquilibrage du rapport de force entre le PSE et le PPE-DE, majoritaire au Parlement européen, elle nous a démontré que recherche du consensus et défense de priorités politiques n'étaient pas incompatibles. La suppression du fameux principe du pays d'origine, fondamentalement anti-social et anti-européen, a été obtenue après de longues négociations pour permettre à l'objectif partagé de l'ouverture du marché des services de se réaliser dans le respect des travailleurs et dans la solidarité des Etats-membres.

Concernant le **projet de directive sur le temps de travail**, le député espagnol Alejandro Cercas a souligné l'importance de ce combat politique pour l'avenir de la cohésion et du développement durable



de l'Union européenne. L'objectif, en limitant le temps de travail à 48 h/semaine partout en Europe, est de trouver un compromis entre le besoin de flexibilité des entreprises et l'exigence de sécurité pour les travailleurs. Un clivage profond se dessine en effet entre les pays "libéraux" menés par le Royaume-Uni et les autres autour de la suppression de l'opt-out (adoption laissée au soin de chaque Etat-membre) et du terrain de la législation (temps de travail ou temps de repos). Cette bataille symbolique et stratégique s'inscrit dans l'enjeu plus large, rappelé par Anne Van Lanker, députée belge, de la disparition du différentiel entre intégration économique et subsidiarité sociale, qui fragilise les ressorts du développement de l'Union et contribue à la décrédibiliser vis-à-vis des citoyens européens. C'est aussi l'objectif du **projet de directive sur les services publics**, élaboré par le PSE, présenté par

Harlem Désir et pour lequel une mobilisation massive s'impose dès aujourd'hui au niveau local.

Cette initiative heureuse des socialistes français ne doit cependant pas faire oublier la réalité de notre isolement au sein de notre famille européenne, et la perte de crédit de la parole française au sein des institutions communautaires. Nos partenaires nous attendent pour relancer le projet européen. Il nous faudra pour cela développer davantage notre capacité d'écoute, de présence, de négociation, de remise en cause et d'information. Ce changement de posture et de méthode s'impose avant toute autre considération. Notre projet pour 2007 doit en tenir compte. Entre les élections présidentielles, législatives, la présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre 2008 et les élections européennes de 2009, l'horizon du Parti socialiste pour 2007-2009 est européen.

Simon Uzenat
Délégué fédéral au Projet

Site Internet du PSE : www.pes.org/

Et pour la pétition sur le projet de directive sur les services publics : www.petitionpublicservice.eu/

Fête du Nouvel An de la Fédération

Samedi 20 janvier 2006 à partir de 19h00
Palais des Congrès de LORIENT

En présence, notamment, de :

Jean-Yves LE DRIAN, Odette HERVIAUX, Gwendal ROUILLARD
et les candidat(e)s aux élections législatives

Au programme :

Cocktail musical et Dîner,
suivi d'une soirée animée par des Dj du Pays de Lorient - Musiques tous publics

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :
Adresse :
 Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan
Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :
Adresse :
Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr